

LES PATRIOTES DE HAOUCH GROS COMMÉMORENT SELLAMI

«Nous, on ne pleure pas !»

Il a fallu moins d'une décade pour qu'ils tombent dans l'oubli ! Eux qui étaient aux avant-postes de la lutte anti-terroriste, volontiers, pour que la République reste debout. Ils deviennent de plus en plus sensibles aux signes ostentatoires de richesse des repentis et des anciens cadres du FIS dissous.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)
- Les Patriotes composaient un corps paramilitaire créé par l'armée qui a combattu le terrorisme dans des zones difficiles ou plutôt inaccessibles pour les militaires.

La décennie noire, ils l'ont vécue dans leur chair. Ils en connaissent un bon bout. Les sanguinaires qu'ils combattaient notamment. Tout comme leurs maîtres à penser du FIS.

Mohammed Sellami, cadre à la Sempac à l'époque et ancien militant du PAGS, était avec Toufik Hamri, Moundji Harzeli, Réda Abdallah, pour ne citer que ceux-là, le fondateur du premier groupe de Patriotes dans la Mitidja dont il était le chef. Il est

mort les armes à la main, moins d'une année après son engagement, le 17 décembre 1995, alors qu'il essayait de repousser une incursion d'El Katiba El Khadra» du tristement célèbre Antar Zouabri à Boufarik.

Il avait laissé une petite fille âgée de 5 ans et un fils adoptif de 18 ans qui fut lui aussi membre de son groupe patriote, son neveu Fethi Henni ou Sellami puisqu'il est plus connu sous le patronyme de son oncle maternel.

Cela fait 17 ans. Ses camarades ont commémoré ce 17^e anniversaire hier dans une salle des fêtes à Haouch Gros, son douar natal, un verger situé à quelques encablures au sud de



Photo : Samir Sid

Boufarik. Etaient présents, le chef de daïra de Boufarik, le P/APC fraîchement installé, l'ancien DEC de Boufarik, des membres de la Société civile et une bonne centaine de Patriotes et Gardes communaux venus de plusieurs wilayas. C'était, disent-

ils, l'«amour de la patrie» qui les a rassemblés au milieu des années 1990, mais c'est le res-sentiment qui les rassemble aujourd'hui. Ils se sentent «exclus» du partage des fruits de leur combat. «Une fois que le pays a retrouvé sa stabilité, ils

nous ont jetés comme une vieille peau. Au moment où des repentis blanchissent leur butin de guerre et commercent au su et au vu de tout le monde, nos invalides touchent 4 000 DA par mois», regrette Hocine, ancien Patriote de la zone ouest de Boufarik, chômeur de son état. D'autres, plus forts de caractère, restent dignes même s'ils éprouvent la même amertume. «Nous avons sauvé l'Etat. C'est une vérité que nul ne peut contester. Maintenant qu'il nous a tourné le dos, je vous dis, frères, ne laissez personne utiliser votre détresse comme fonds de commerce ! Je vous rappelle aussi, que nous, on ne pleure pas ! C'était le nif (littéralement le nez, ndr) qui nous a poussés à prendre les armes contre les terroristes. Alors, restons dignes !», prêche ammi Messaoud, la soixantaine, Patriote de Soumaâ.

L. H.

RETRAITÉS

L'UGTA plaide pour une mutuelle

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) plaide pour la création d'une caisse mutuelle pour les retraités. Selon Abdelmadjid Sidi-Saïd, cette caisse permettra d'améliorer les conditions de vie des retraités.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Il faut mettre en place une caisse mutuelle pour les retraités. Elle sera un élément d'accompagnement dans leur vie, notamment dans le domaine de la santé en assurant aux retraités malades chroniques une meilleure prise en charge», a indiqué le secrétaire général de l'UGTA, hier, lors de la 4^e

session du comité exécutif de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), tenue à Alger. Il appelle ainsi le bureau exécutif du syndicat à préparer un projet sur la mutualité afin, dit-il, de «relever le défi». Sidi-Saïd affirme que sur les 2,1 millions de retraités, plus de deux millions n'ont pas de mutuelle. Qualifiant les revendications des retraités de «légitimes», le patron de la Centrale assure qu'il les défend toutes. «A travers le dialogue social, les négociations se feront étape par étape afin de répondre aux préoccupations des retraités», affirme-t-il. Nommé officiellement secrétaire général de la FNTR, M. Guadri a déploré que le montant de la retraite demeure

«très bas» par rapport à la cherté de la vie. «C'est anormal qu'il y ait des personnes retraitées qui perçoivent encore 15 000 DA. C'est très peu !», dit-il.

Il a réitéré ainsi les revendications de son syndicat, notamment l'actualisation des pensions à chaque fois qu'il y a augmentation de salaire, l'indemnité par conjoint calculée sur 600 fois le tarif horaire du SNMG et la révision du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu global pour les pensions de retraite. Par ailleurs, le SG de la FNTR reconnaît que l'Algérie dispose d'un système de sécurité sociale meilleur que ceux de certains pays occidentaux.

R. N.

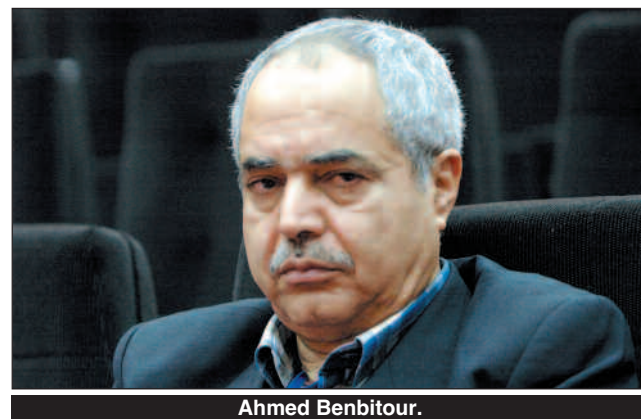
PRÉSIDENTIELLE DE 2014

Benbitour évoque sa candidature

Le premier candidat à la présidentielle de 2014 s'est manifesté. Ahmed Benbitour fait part de son intention de se présenter «même si Bouteflika» brigait un quatrième mandat.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - L'ancien chef du gouvernement annonce prématurément son intention d'être candidat. A partir de Constantine, où il était l'hôte d'un forum médiatique, Ahmed Benbitour explique avoir pris cette décision pour répondre à un devoir national. Il se sent, dit-il, «responsable» et prêt à assumer cette responsabilité. Maintiendrait-il sa décision même si Bouteflika faisait part de son intention de briguer un quatrième mandat ? Oui, répond-il expliquant que «la situation a changé». Ahmed Benbitour avoue néanmoins qu'il ne reviendra sur sa décision que dans un seul cas : s'il constate la candidature d'une personne apte et qui puisse faire consensus.

«Cette élection sera une occasion pour concrétiser un changement réel à tous les niveaux. Ce changement ne viendra jamais du système mais pacifiquement grâce aux citoyens. Ce ne sont pas les noms des candidats qui comptent le plus, mais le programme de chacun, et si nous aurons des garanties que des personnes honnêtes se présenteront, il sera clair que nous allons les soutenir. Nous avons les compétences et les moyens, ce qu'il faudrait avoir, c'est une vision pour faire sortir le pays de la crise», dit-il. Le désormais candidat Benbitour parle d'un programme déjà ficelé intitulé «l'Algérie de la paix, de la justice et de la prospérité». Il s'articule autour de sept axes et est réalisable



Ahmed Benbitour.

Photo : Samir Sid

en cinq années. Benbitour compte concrétiser la refonte de l'Etat, la réforme de l'administration, la réforme de la justice, la modernisation de l'institution militaire, la reconstruction de l'école, de l'économie et la réhabilitation des compétences, ainsi que la lutte contre la corruption.

A ceux qui affirment que les technocrates ne peuvent pas prétendre à la gestion politique, Benbitour répond que cette thèse n'est pas

juste. Les dirigeants, dit-il, doivent maîtriser tous les aspects de la gestion. Benbitour porte un regard très critique sur la classe politique. Il s'étonne que des partis politiques agréés tout juste avant les élections puissent prendre part à des échéances électorales. La solution ? Une coalition politique. L'ancien chef du gouvernement avait multiplié les initiatives de sortie de crise.

N. I.

CONVENTION
INTERNATIONALE DES
DROITS DE L'ENFANTL'Algérie n'a pas mis
en place les mécanismes
d'application

L'Algérie ne dispose pas de mécanismes pour la mise en place et le suivi des recommandations liées à la convention relative aux droits de l'enfant de 1989. Tel est le constat de la société civile.

A l'occasion de la célébration, hier, du 20^e anniversaire de la ratification de la convention internationale relative aux droits de l'enfant par l'Algérie, une rencontre-débat a été organisée pour faire le point sur la situation des droits de l'enfant en Algérie. Kamel Filali, membre de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), qui s'exprimait lors de cette journée, a indiqué que «l'Algérie a fait des efforts monumentaux pour prendre en charge les besoins des enfants mais elle doit déployer plus d'efforts dans le domaine du changement de mentalités et d'adaptation des textes de loi pour faire du droit de l'enfant une priorité». L'intervenant rejoint d'autres membres et présidents d'associations pour interpeller les pouvoirs publics afin de créer des mécanismes de mise en application de la convention des droits de l'enfant de 1989. Il s'agit, explique M. Filali, «de prendre en considération ces recommandations et d'en discuter autour d'une table». En matière de législation, poursuit-il, «l'Algérie est dans l'impasse». Ce spécialiste en droit de l'enfant se demande «où est-ce que se trouve le projet de code de l'enfant préparé depuis 2005 et qui n'arrive toujours pas à sortir des tiroirs».

M. Filali estime qu'il est temps de «nettoyer la législation en vigueur qui est contraire aux objectifs de la convention et légiférer de nouvelles lois qui protégeraient l'enfant et qui seraient compatibles avec les textes de la convention des droits de l'enfant». La formation des juges en matière des droits de l'enfant et la création de tribunaux spécialisés demeurent parmi les préoccupations soulevées par la société civile.

Selon le conférencier, l'enfant doit passer du statut d'assisté à celui de détenteur de droits. Associer l'enfant à la prise de décisions est un pas que l'Algérie doit franchir, selon les spécialistes intervenus lors de cet atelier de travail. Par ailleurs, estime M. Filali, l'Algérie doit préparer des lois, des familles et des institutions en mesure d'accueillir des enfants en difficulté. «Je reste convaincu que l'enfant doit être placé dans un autre milieu familial lorsqu'il subit des violences au sein de sa propre famille», dit-il. Le chemin reste, cependant, long, reconnaît-on. L'enfant dont la tranche d'âge est définie entre 0 et 18 ans représente 37 % de la population globale en Algérie, soit le tiers de la population.

S. A.